

Les “réformateurs” iraniens tentent de garder la main

Au moment de la rédaction de cet éditorial, le 22 novembre au matin, de nombreuses incertitudes planaient sur les négociations de Genève portant sur l’avenir du programme nucléaire iranien et sur les relations entre l’Iran et la communauté internationale. Le moins que l’on puisse dire est que les affrontements verbaux franco-iraniens ainsi que les récents propos de l’ayatollah Ali Khamenei sur Israël ne garantissaient pas le succès de ces discussions extraordinairement délicates.

Nul n’est besoin de souligner l’importance considérable de ces négociations pour le monde, pour la région du Moyen-Orient et pour l’Iran lui-même. Sur le plan énergétique, l’enjeu est capital puisque c’est du succès de ces discussions que dépend la **levée des sanctions** contre l’Iran – levée partielle dans un premier temps – qui frappent durement l’économie du pays et, notamment, son secteur des hydrocarbures. Ces sanctions sont le fait des **Nations unies** et des pays occidentaux, ces dernières ayant un impact négatif infiniment plus fort.

Comme nous l’avons souligné à plusieurs reprises dans cette section depuis l’été 2013, l’assouplissement des sanctions et pressions économiques occidentales contre l’Iran est un point clé pour l’équipe du président Rohani, pour son gouvernement et pour le **ministère du Pétrole** et la **National Iranian Oil Company (NIOC)**. Le ministre du Pétrole, M. **Bijan Namdar Zanganeh**, et ses proches collaborateurs ont expliqué clairement que, pour faire une bonne politique pétrolière et gazière, l’Iran avait besoin d’une bonne politique étrangère, ce qui signifie une diminution des tensions dans ses relations avec les pays **OCDE** et, aussi, les **pays arabes du Golfe**. L’échec éventuel des négociations sur le nucléaire – même si celui-ci ne pourrait être que temporaire – ne serait donc pas du tout une bonne nouvelle pour les “réformateurs” et ceux-ci en sont les premiers conscients.



Photo Shana, Moslem Abbasi.

La position de ces “réformateurs” ne consiste cependant pas à se contenter d’attendre un accord sur le programme nucléaire, comme d’autres attendent Godot [on peut espérer qu’à la différence de Godot dans la fameuse pièce de Samuel Beckett, un bon accord sur le nucléaire arrive un jour]. Le président, son gouvernement et le ministre du Pétrole ont un programme pour le secteur des hydrocarbures qu’ils s’efforcent de mettre en place avec la marge de manœuvre dont ils disposent dans le contexte politico-religieux qui est celui de l’Iran en cette fin d’année 2013. Le but du jeu est de garder la main et de maintenir une dynamique en faveur de réformes importantes dans le secteur énergétique, réformes qui auraient bien sûr un fort impact sur l’économie iranienne dans son ensemble.

Un succès a d’ores et déjà été enregistré pour le gouvernement puisqu’au début novembre le candidat iranien, M. **Mohammad-Hossein Adeli**, a été élu nouveau secrétaire général du **Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG)**. M. Adeli est un ancien gouverneur de la Banque centrale d’Iran, un ancien vice-ministre des Finances pour les Affaires économiques et un ancien ambassadeur au Royaume-Uni, au Japon et au Canada. Il l’a emporté dans un scrutin très serré face à son concurrent libyen. Pour M. Zanganeh, cette victoire est la preuve que le monde accepte à nouveau l’Iran dans les grandes instances internationales. De son côté, un parlementaire iranien influent, M. Esmail Jalili, a souligné que ce succès était la conséquence d’une nouvelle approche de l’Iran dans le domaine de la politique étrangère et qu’il montrait que la nouvelle administration obtenait des résultats concrets. M. Jalili est allé

encore un peu plus loin en estimant que son pays pouvait à présent, sur cette base, jouer un rôle plus influent au sein d'autres organisations intergouvernementales et il n'a pas hésité à citer l'**OPEP** parmi elles.

L'OPEP est effectivement au cœur des réflexions et projets de l'Iran et les responsables du secteur des hydrocarbures ont enfoncé le clou en rappelant que l'un des meilleurs moyens de renforcer le rôle de Téhéran au sein de cette organisation et ailleurs serait d'accroître la **capacité de production pétrolière** du pays et, ensuite, la **production** elle-même. Cela permettrait d'augmenter notre pouvoir de négociation, entend-on souvent dans les cercles gouvernementaux, et ce message a une portée à la fois interne et internationale.

Ces signaux envoyés par l'Iran sur les capacités se doublent de déclarations sur les **prix du pétrole, du gaz naturel et de l'énergie** qui sont, elles aussi, à double détente. M. Zanganeh est revenu à la charge en soulignant que des prix élevés du pétrole augmentaient les revenus des pays producteurs mais qu'ils avaient l'inconvénient de "*créer des rivaux pour nous sur le marché*", une allusion claire aux **hydrocarbures non conventionnels**. A propos du gaz, il a expliqué que la part de marché des pays exportateurs traditionnels risquait de décliner relativement de ce fait. Ancien gouverneur de l'Iran auprès de l'OPEP, M. Javad Yarjani, a sonné la charge en indiquant que le maintien de prix du brut supérieurs à \$100 par baril avait beaucoup contribué à ce que le pétrole de schiste soit compétitif et qu'il serait bon que l'OPEP réfléchisse soigneusement à sa politique de prix.

Pour accroître les capacités de production, il faut notamment obtenir un assouplissement des sanctions et **attirer plus d'investissements étrangers**. Ces deux aspects sont très étroitement liés mais le second dépend aussi d'une offre iranienne plus intéressante en termes contractuels et économiques. Le ministère du Pétrole se dit favorable à l'ouverture de négociations avec les compagnies pétrolières internationales en dépit des sanctions et travaille activement, comme indiqué précédemment dans cette rubrique, sur les contrats pétroliers et gaziers pour les rendre plus attrayants, ce qui serait fort nécessaire. Tout en évoquant les améliorations qui pourraient être apportées aux **contrats de service de type "buyback"**, la NIOC, par la voix de son directeur des affaires juridiques, M. Mahmoud-Reza Firouzmand, n'a pas hésité tout récemment à dire que d'autres modèles de contrat devraient être utilisés aux côtés des accords de "buyback". Le sujet est très délicat en Iran mais, pour les "*réformateurs*", les tabous semblent définitivement faits pour être bousculés.

Francis Perrin